

Arriver à gouverner contre la voix du peuple

écrit par Gilles La Carbona | 16 juillet 2024





Le front républicain aurait-il atteint sa limite avec cette élection ?

En faisant barrage au RN, grâce à des artifices médiatiques et de purs calculs politiques, le RN a été, malgré sa victoire en voix, déclassé à la troisième place. En cela les partisans de cette combine peuvent s'en régaler, comme ne se prive pas de le faire Larcher, l'indolent président du Sénat, cette chambre de la châtaigne et du seigle, qui brille par sa torpeur et son inutilité. Placée là pour soi-disant compenser la représentation nationale, qu'elle ne peut en réalité contrarier, elle se révèle inutile et coûteuse, mais lucrative pour toute une brochette de personnages qui sans elle, auraient disparu depuis longtemps. Ce barrage réussi n'a pour autant pas permis de dégager une majorité absolue, pire il a morcelé l'hémicycle en trois parts quasiment égales, avec un léger avantage pour le groupe de gauche. Tout excès secrète un autre abus.

La chambre se trouve sur le papier, ingouvernable. Pas de panique, c'est ce que nous avons entendu en 2022 après la

courte défaite de la macronie, on a vu le résultat. Sans majorité, et avec l'aide d'une ribambelle de 49.3, tout est passé. Certes, mais il ne manquait au camp présidentiel, que très peu de voix. **La nouvelle configuration n'a plus rien à voir et même avec des alliances, il est impossible d'assurer une majorité absolue. Mais est-ce bien nécessaire, la magie du 49.3 ne permet-elle pas finalement de contourner le parlement ?**

Plus intéressant, nous assistons à l'improbable spectacle d'une classe politique minoritaire, c'est-à-dire la droite traditionnelle et le centre gauche, qui prétendent jouer non pas les arbitres, mais les directeurs de conscience, en excommuniant tous ceux qui n'épousent pas leurs critères. Après avoir exclu le RN, voilà qu'ils refusent au NFP de gouverner. Ces gens, qui se disent républicains et franchement démocrates, nous expliquent en ce moment, la main sur le cœur, que **ces partis bannis, peuvent se présenter, mais il leur est interdit de gagner, quand bien même ils seraient majoritaires en voix.** Les seuls ayant le droit de gouverner, c'est nous : qu'il fallait oser. Si en soi il est normal que chacun tire la couverture à soi, ils oublient que c'est ce fameux front républicain qui est à l'origine de ce blocage. Ils sont prêts à se censurer les uns et les autres, parfait, c'est leur droit, et même leur rôle, mais pensent-ils qu'un gouvernement neutre avec un Premier ministre sorti de sa retraite, suffirait à apaiser les rancœurs de ces vainqueurs propulsés par le jeu des partis, dans le camp des perdants ?

Une censure votée par le NFP et le RN, les bannis du système, emporterait n'importe quel gouvernement. Il va de soi que ce schéma est théorique et ne prend pas en compte le paramètre le plus important dans notre démocratie, à savoir : l'appel à la gamelle. **Quelques places offertes pourraient dissuader ces deux blocs de s'unir tacitement pour faire échouer toute alliance de confort pour Macron.** Car l'enjeu

est là, Macron a perdu, mais il essaye de transformer une fois de plus cette défaite en succès, comment ? En martelant que personne n'a gagné, sous entendu pas assez pour qu'il reconnaisse le verdict des urnes, et ce simple constat lui suffit pour affirmer qu'il continue à gouverner. Déni démocratique ? Oui. Il a consulté le peuple pour finalement lui dire que son vote il s'en moquait, en pensant que les petits arrangements lui permettraient de passer outre le cri sorti des urnes : « Toi et ta bande de tocards cassez-vous ! » Ca il ne l'entend pas, ne veut pas l'entendre et pour le moment la classe politique tourne le dos au vrai problème de notre pays, à savoir son président et nos institutions qui ne répondent plus au besoin de sécurité juridique et de stabilité.

Le malheur vient du fait qu'avec une dette colossale, beaucoup sont prêts à des compromissions pour retrouver un clame relatif et relancer l'économie. Atermolement en trompe l'œil, illusion qui ne tient plus, Macron est allé trop loin dans la destruction de nos institutions pour nous épargner ce nécessaire flottement institutionnel, cette obligatoire remise à plat de notre constitution. **Il n'y aura plus de paix sociale, d'équilibre économique, tant que nous n'aurons pas changé tout ce qui ne va plus dans notre constitution.** Les tenants d'un immobilisme ont contribué à creuser cette tombe dans laquelle nous sommes. Tout est à revoir, à repenser si l'on veut trouver cette sécurité et la sérénité qui va avec. Ce barrage aura fini de nous prouver qu'on ne peut plus naviguer dans un régime soi-disant semi-présidentiel avec un président qui a tout fait pour en faire un régime autocratique. Un bicamérisme qui n'est plus un avantage, si jamais ce fut le cas, et dont le mode de scrutin ne permet plus de répondre aux exigences de représentation des électeurs. La pratique de la gouvernance, avec ce 49.3, qui d'exception est devenu la règle, ces motions de censure que personne n'ose voter par crainte de perdre son poste, ce pouvoir réglementaire qui s'affranchit

du parlement pourtant censé faire la loi. Ce même parlement qui ne maîtrise pas son ordre du jour, et qui doit, en un temps record étudier et voter des textes, que la réalité dévoile souvent comme imparfaits, ou imprécis.

Ce RIP, tellement difficile à mettre en place qu'il en devient impossible, barré qui plus est par un Conseil Constitutionnel qui s'est lui aussi émancipé au point de prendre des décisions politiques et non juridiques sur la conformité au texte, mélangeant les genres, adaptant à sa sauce les interprétations pour légitimer ce qui n'aurait jamais dû l'être. Ces machines à voter source de polémiques récurrentes, ou ces 500 signatures que les maires se refusent de donner rendant la qualification d'un candidat à l'élection présidentielle chaque fois plus compliquée. **In fine, un peuple qu'on méprise, que l'on piétine quand son choix tend à écarter ces politicards qui nous bassinent depuis trop longtemps. La seule urgence est de remettre à plat tout notre système, et d'y associer le peuple, mais cette fois de l'écouter.** Pour cela il faut que l'intégrité de nos représentants soit au rendez-vous, et c'est là aussi que le bât blesse, car globalement on ne peut pas être franchement rassuré sur la probité de cette classe qui s'est distinguée depuis des années pour ses turpitudes, avec comme sanction, une sévère absolution de tous leurs crimes. **Sans ce préalable d'incorruptibilité il faudra alors attendre que nous buvions la coupe jusqu'à la lie, et qu'enfin le peuple se réveille pour reprendre en main ce destin que ces faquins présentés comme honnêtes, volent depuis trop longtemps.**

<https://rassemblementdupeuplefrançaiscom.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire